



UN DIEU – UN BUT – UNE DESTINEE

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Parti du Renouveau Panafricain exige la fin de l'ingérence du Tchad et du Congo dans les affaires centrafricaines et reconnaît la caducité des résolutions de résolutions de Malabo sur la Centrafrique.

Alors que depuis le 24 Mars 2013 la République Centrafricaine a définitivement basculé dans le chaos politique, économique et humanitaire. Il nous faut malheureusement ajouter à cela la triste date du 27 Juin 2014 où l'humiliation d'une Nation, celle de la Centrafrique, a atteint son paroxysme.

En effet, en marge du 23^{ème} Sommet de la coquille vide qu'est l'Union Africaine, les Chefs d'Etat de la CEEAC, à l'initiative du Président tchadien Idriss Déby, ont décidé d'organiser de façon informelle une réunion au sujet du « cas » centrafricain. Réunion à laquelle fut conviée de la façon la plus humiliante qui soit Madame Catherine Samba-Panza, Présidente de Transition de la RCA. Auditionnée pendant dix (10) minutes comme un candidat ajourné du baccalauréat elle fut par la suite sommée de déguerpir de la salle d'interrogation pour attendre une heure dans un couloir avant que le « Conseil » daigne bien lui donner le résultat de son « examen de rattrapage ».

Ce « Conseil » mené par le perturbateur en chef, le Président tchadien Idriss Déby, somme Madame Samba-Panza :

- d'aggraver la situation de la RCA en confessionnalisant le prochain remaniement ministériel,

- de récompenser les terroristes, qui ont semé la mort en Centrafrique sous les deux bannières démoniaques de Séléka et d'Anti-Balaka, en organisant un dialogue national dit inclusif,
- de confirmer l'exclusion absolue des Centrafricains dans la résolution des problèmes les concernant en délocalisant une fois de plus à l'étranger, en l'occurrence à Brazzaville après Libreville et N'djaména et Malabo, le lieu de signature des accords décisifs pour la RCA.

Après l'insupportable précédent de la convocation forcée des cent trente cinq (135) membres du Conseil National de Transition (CNT), le Président tchadien Idriss Déby, dans son délire colonialiste, réitère la même funeste manœuvre avec l'exécutif de transition en s'attachant le soutien et l'accord de ses acolytes de la CEMAC et plus précisément le Président congolais Denis Sassou N'guesso.

En notre qualité de Président du Parti du Renouveau Panafricain, nous nous érigeons avec la plus grande sévérité à cette dérive impérialiste, dictatoriale encouragée et exercée par le Président tchadien Idriss Déby contre la Centrafrique et ses intérêts.

Nous disons également notre ferme opposition aux résolutions de ce sommet informel et caduc de la CEEAC qui commanderait aux populations centrafricaines meurtries de confessionnaliser le fait politique et d'associer leurs diaboliques bourreaux que sont les terroristes répondant aux noms Séléka et d'Anti-Balaka. De la même manière que ni Idriss Déby, ni Denis Sassou N'guesso n'acceptent de dialoguer avec les terroristes identifiés comme tels par eux, nous nous réservons le droit de ne pas dialoguer avec des groupes terroristes qui ont fait couler le sang des Centrafricains innocents.

Nous ne saurons conseiller à Madame la Présidente de Transition de se ressaisir, de faire honneur à sa charge. Il ne lui appartient pas de contribuer à salir le nom des Centrafricains ni de participer à une quelconque cabale élaborée contre la Centrafrique et ses intérêts.

Au nom des Centrafricains, nous exigeons que les présidents tchadiens et congolais de se retirent sans délais des affaires centrafricaines, ayant démontré à suffisance leur caractère *chaogène* dans la crise centrafricaine.

Nous n'accepterons plus les ingérences de ces fossoyeurs de la paix en Centrafrique ; qu'ils soient de l'intérieur comme les terroristes Séléka et Anti-Balaka ou qu'ils soient de l'extérieur comme les présidents Idriss Déby et Denis Sassou N'guesso.

Fait à Dakar le 30 Juin 2014
Maître Tahéruka Shabazz
Président du PRP